

“Les baisses d’impôts? Un tour de passe-passe!”

Dans son dernier ouvrage, Agnès Verdier-Molinié s’inquiète du décalage grandissant entre les promesses électorales et la réalité. Pour la directrice de l’Ifrap, bon nombre de grandes réformes lancées par Emmanuel Macron sont aussi ambitieuses qu’inutiles. Elle craint que la France ne soit finalement “*en marche vers l’immobilisme*”. Entretien.

Dans la présentation du budget 2019, le gouvernement vient de se féliciter de 6 milliards d’euros de baisses d’impôts pour les ménages. Peut-on réellement espérer un gain de pouvoir d’achat?

Il convient de toujours rester très prudent avec ce genre d’effet d’annonce. Comment l’addition pour atteindre ces 6 milliards de baisses d’impôts pour les ménages est-elle faite? Pourquoi recompte-t-elle des baisses de charges qui ont déjà été entérinées en 2018? Une partie de ces 6 milliards de baisses d’impôts est totalement virtuelle. Regardons un instant les chiffres: la CSG augmente d’au moins 22 milliards quand les cotisations salariales baissent de 22 milliards. Où est la baisse d’impôts? Elle relève surtout d’un tour de passe-passe.

En réalité, les 6 milliards de pouvoir d’achat en plus annoncés par le gouvernement n’existent pas. Et ce d’autant plus que le gouvernement refuse de compter dans son addition la hausse des cotisations de retraites complémentaires, qui augmentent de 1,8 milliard d’euros en 2019.

Ce n’est guère mieux en ce qui concerne la mise en place du prélève-

ment à la source. Les 5,9 milliards d’impôts prélevés sur la fiche de paie des Français en décembre ne seront enregistrés dans les recettes qu’en... 2020. Pourtant, ils seront bel et bien payés par les Français en 2019! Mais dans ce cas, le gouvernement ne compte pas l’impact sur le pouvoir d’achat des Français...

Il y a pourtant un principe en comptabilité que le gouvernement ne semble pas respecter, celui de la permanence des méthodes comptables d’un exercice à l’autre. Dans les deux exemples cités, la méthode de calcul du gouvernement change. Le jeu de bonneteau est maîtrisé à la perfection, avec un

“LE JEU DE BONNETEAU
DU GOUVERNEMENT
EST MAÎTRISÉ
À LA PERFECTION,
AVEC UN SENS
DE LA COMMUNICATION
POUSSÉ
À L’EXTRÊME.”

sens de la communication poussé à l’extrême. C’est ce que je décris dans mon livre, *En marche vers l’immobilisme*. On assiste ici à un véritable jeu de dupes qui vise à faire un contre-feu au retour du ras-le-bol fiscal.

La France n’a donc retrouvé aucune attractivité fiscale?

Comment voudrions-nous que la France retrouve son attractivité fiscale alors que, en face de la fiscalité, les dépenses ne baissent pas ou quasi pas? Tant que la règle de bon sens qui voudrait qu’on vote en simultanément 1 euro de baisse de dépenses pour 1 euro de baisse d’impôts ne sera pas appliquée, renouer avec l’attractivité sera impossible.

D’où le fait que fleurissent en permanence de nouvelles idées de taxes, comme une sur le sel, ou une augmentation de la taxation des successions, ou la taxe foncière progressive en fonction du revenu... Même si ces projets sont rejetés un à un, cela montre bien la fébrilité de la majorité en matière de recettes. Malgré les annonces, l’effort pour baisser et rationaliser notre maquis de taxes est faible. *Lexit tax*, qui ne rapporte

Agnès Verdier-Molinié se demande où sont les suppressions de postes annoncées dans la fonction publique. Au rythme gouvernemental, il faudra huit à dix ans pour parvenir aux 50 000 promesses pour l'État.

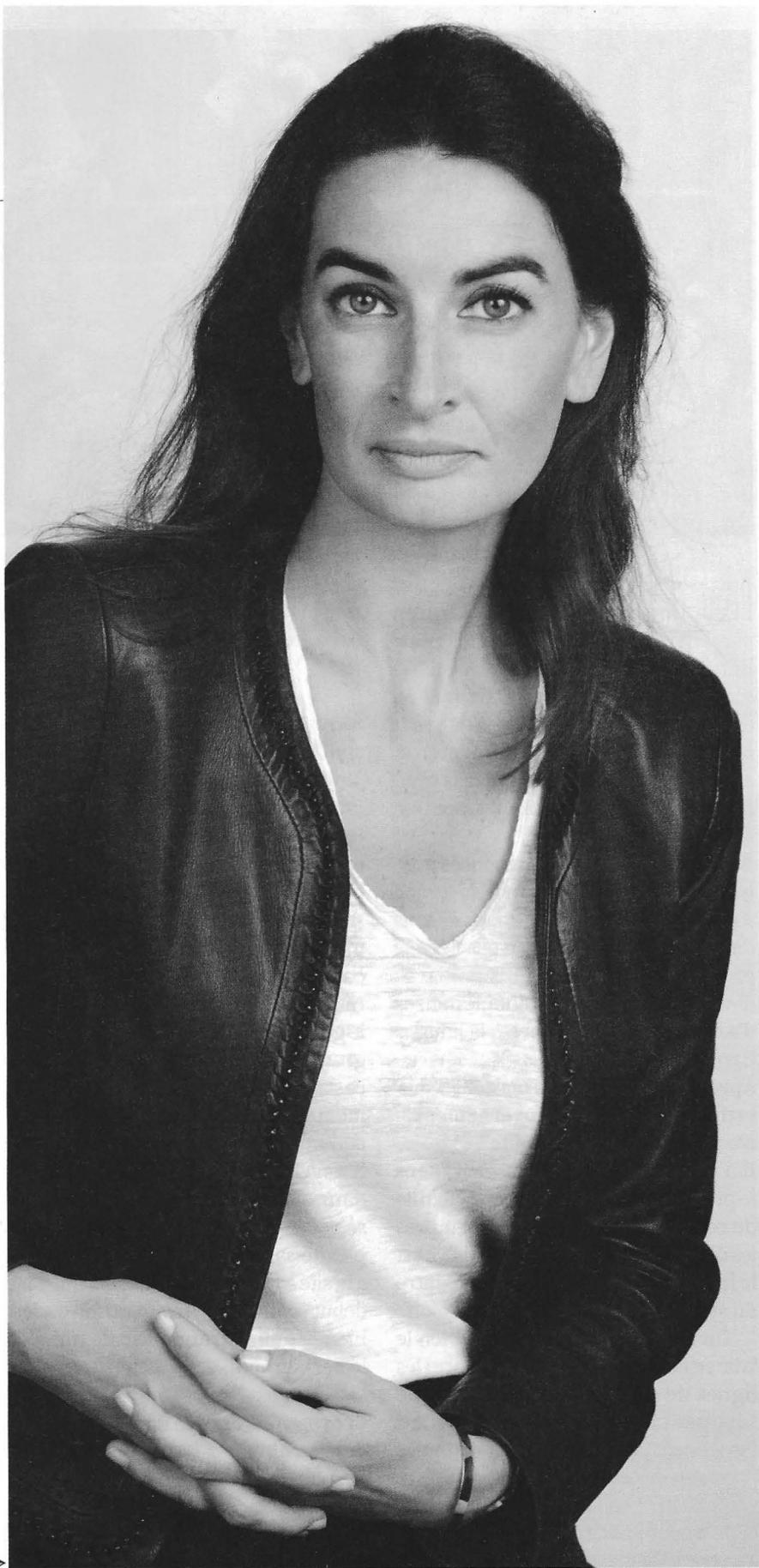
que 70 millions d'euros, devait être supprimée, elle sera juste toilettée. Et, alors qu'on nous parle depuis dix ans de la suppression des petites taxes (celles qui rapportent moins de 150 millions d'euros par an et représentent 5 milliards de recettes), en 2019, le gouvernement n'en supprimera que 20 pour... 130 millions d'euros. À ce rythme, il faudra quarante ans pour toutes les supprimer.

Et, pour la taxation des entreprises, on n'est pas loin non plus du jeu de bonneteau déjà évoqué pour les ménages. Le gouvernement nous rabâche que les entreprises sont les grandes gagnantes de ce budget, mais les 20 milliards de CICE étaient dus de toute façon car ils viennent des années antérieures. Si on fait, là encore, le vrai décompte, c'est plutôt une augmentation de leur fiscalité que nos entreprises vont constater en 2019. De l'ordre de 4 milliards d'euros, notamment avec la hausse de la fiscalité locale qui continue et celle des taxes énergétiques. Et, pendant ce temps-là, le chômage stagne à 9 % et notre balance commerciale est encore annoncée à - 65 milliards d'euros en 2019. La France est désormais le pays le plus taxé, devant le Danemark. Quand allons-nous nous réveiller?

Les dépenses publiques continuent de gonfler...

Le gouvernement a peu à peu repoussé, depuis son accession au pouvoir, les objectifs ambitieux de baisse de dépenses à la fin du quinquennat, il a aussi quasi enterré le rapport "Cap22"... Résultat, pour l'État, les dépenses augmentent, certes peu, mais elles augmentent de 0,7 %. Et pour cause, les suppressions de postes annoncées ne sont pas au rendez-vous.

Souvenons-nous: Emmanuel Macron promettait 120 000 suppressions de →



EMANUELE SCORCELLETTI/FIGAROPHOTO

Selon la patronne de l'Ifrap, Bruno Le Maire n'a pas rendu à la France son attractivité fiscale.



GERARD JULIEN/AFP

postes d'ici 2022, dont 50 000 pour l'État. Une mesure forte, mais qu'en est-il? 1660 postes supprimés pour l'État en 2018, 4173 en 2019... Quand serons-nous aux 50 000? Dans huit ou dix ans? Et la masse salariale de l'État continue, elle aussi, d'augmenter et atteindra en 2019 les 88 milliards d'euros pour la première fois. Encore une fois, un record.

Quant aux nouvelles annonces gouvernementales, elles ont tout du virage social et vont clairement dans le sens de dépenser plus. C'est le cas avec le plan pauvreté, estimé à 8,5 milliards d'euros, ou du plafond de dépenses d'assurance maladie, revu à la hausse.

Après un an et demi de mandat, vous estimez donc que le gouvernement n'a plus de "feuille de route".

Il n'y en a simplement plus, car, dans le programme d'En marche!, la feuille de route était tracée pour à peu près les dix-huit premiers mois. Ensuite, c'est le flou et beaucoup d'acteurs au centre du système nous le confirment en off.

On commence, d'ailleurs, à bien le voir en cette rentrée de septembre: les lignes de direction des réformes ne sont pas claires, toutes les réformes deviennent ultracomplexes et certaines prennent du temps inutilement au gouvernement. À court d'idées de réformes et ne voulant pas s'attaquer réellement à la transformation du modèle social

"DANS LE PROGRAMME D'EN MARCHÉ!, LA FEUILLE DE ROUTE ÉTAIT TRACÉE POUR LES DIX-HUIT PREMIERS MOIS."

et fiscal français, il tombe inévitablement dans les pièges de la technocratie qui lui propose ses réformes toutes prêtes dans les tiroirs: c'est le cas aussi de la désindexation des retraites, alors que l'on attend (et que le gouvernement nous promettait) une grande réforme systémique, c'est le cas aussi de l'usine à gaz du prélèvement à la source, planifié par le précédent gouvernement et piloté par Bercy depuis des années, que j'évoque dans mon premier chapitre et qui va se révéler l'an prochain d'une complexité sans nom. Quand le président a hésité à reporter ou annuler la réforme début septembre, il avait raison et c'est bien l'administration fiscale qui a eu le dernier mot.

Croyez-vous encore dans la réforme des retraites?

J'espère qu'elle aura lieu mais à condition que ce soit bien celle que nous attendons, avec l'alignement des modes de calcul des retraites des agents publics

sur le régime général et le report de l'âge de départ à la retraite à 65 ans, comme c'est déjà le cas dans les pays comparables.

À ce stade, nous ne connaissons pas une ligne de ce que sera cette réforme des retraites, qui a déjà été repoussée d'un an, et l'on peut craindre qu'au lieu de la réforme de bon sens qu'il faut faire et à force de vouloir ménager en même temps tous les acteurs, on se retrouve avec une nouvelle usine à gaz, des bugs en série et une grosse angoisse à la fois pour les retraités et les futurs retraités.

Un mauvais signal a déjà été donné: il semblerait que la capitalisation obligatoire ne soit pas dans les tuyaux de la réforme, alors que nous manquons tellement de fonds de pension à la française pour financer nos entreprises. L'autre risque est que la réforme des retraites ne permette pas d'économies et ajoute de nouvelles dépenses. Mais là, ce serait un comble.

Pensez-vous que la réforme de la SNCF votée cet été puisse sauver l'entreprise?

Sauver la SNCF? Peut-être pour quelques années car la France a repris une part de sa dette pour 35 milliards, ce qui nous fait frôler les 100 % de dette par rapport au PIB. La réforme qui nous a valu une grève à près de 780 millions a le mérite de supprimer le principe de l'emploi à vie pour les nouvelles embauches à partir de 2020. Cela va dans le bon sens. Mais la convention collective n'est pas encore négociée et si les dysfonctionnements et les surcoûts sont pérennisés (le temps de travail faible: 1568 heures au lieu de 1607, les retraites plus chères, etc.), l'ouverture à la concurrence risque d'être mort-née.

Et ce d'autant plus que les agents de la SNCF qui partiront vers des entreprises concurrentes viendront avec ce que le gouvernement appelle leur "sac à dos social". Cela risque de tuer toute modernisation du ferroviaire français

“LES GRANDS CORPS D'ÉTAT RESTENT SURRÉPRÉSENTÉS”

Vous évoquez le “spoils system”.

Expliquez-nous...

C'est un principe selon lequel un nouveau gouvernement, devant pouvoir compter sur la loyauté des fonctionnaires, remplace ceux qui sont en poste par des fidèles. Ce principe a été réaffirmé à plusieurs reprises au début du quinquennat.

Pour résumer, un quart au moins des 240 directeurs d'administration centrale, hauts commissaires et délégués ministériels devait être nommé hors fonction publique, et ce sur la base d'“appels à candidatures ouverts”. Moins de 50 de ces postes auraient été changés à ce stade... contre près de 70

sur la même période sous la présidence de François Hollande.

Sur ces nominations, la parité n'est pas respectée (seulement 26 % de femmes) et les grands corps d'État restent surreprésentés avec 22 énarques et 4 polytechniciens. On est loin des embauches hors fonction publique pour diriger nos administrations. Un exemple symptomatique est la bataille larvée qui se joue entre ceux qui voudraient que la direction de la fonction publique soit prise par un profil du privé et ceux — nombreux — qui refusent catégoriquement. Sept mois après le lancement du processus de recrutement, le poste n'est toujours pas pourvu...

dans l'œuf. Les syndicats de la SNCF sont actuellement à la manœuvre pour ériger le plus de barrières possible à l'entrée. Ils comptent ainsi éviter que des concurrents du rail français ne surgissent. La réforme sauvera peut-être la SNCF à moyen terme, mais cela ne coûtera pas forcément moins cher aux Français et l'offre de service public ne sera peut-être pas meilleure. Et espérons que l'ouverture à la concurrence, condition essentielle pour un meilleur service ferroviaire, ne se révèle pas fictive.

N'y a-t-il pas au moins un ministre qui a pris conscience des problèmes?

Jean-Michel Blanquer, le ministre de l'Éducation, a compris beaucoup de choses et assume la nécessité de réformes ambitieuses. Outre l'importance évidente de la dictée, il a dit clairement que l'école publique devait s'inspirer de l'école privée, que les professeurs devaient être évalués et payés au mérite, que les établissements scolaires devaient pouvoir être autonomes et les chefs d'établissement décisionnaires sur leurs embauches de professeurs.

Mais, dans les faits, sur certains de ces sujets, si le ministre a avancé, sur

d'autres on voit bien que tout reste bloqué pour réformer en profondeur notre système éducatif: l'autonomie des établissements reste, à ce stade, un vœu pieux. La gestion des établissements au niveau local, qui est très répandue en Europe, n'est quant à elle jamais évoquée sérieusement en France, l'évaluation des professeurs reste bloquée et inefficace, la possibilité d'ouvrir plus d'écoles privées sous contrat reste contrainte, et les écoles hors contrat sont vues d'un œil extrêmement méfiant.

Le ministre fait bien les bons diagnostics, mais on constate que les syndicats de l'Éducation nationale sont toujours à la manœuvre pour empêcher la transformation fondamentale de l'organisation. ●

Propos recueillis par Marie de Greef-Madelin et Frédéric Paya



“En marche vers l'immobilisme”, d'Agnès Verdier-Molinié, Albin Michel, 280 pages, 20 €.

Découvrez CAUSEUR

Mensuel d'actualité animé par Élisabeth Lévy

OFFRE SPÉCIALE



1 AN - 11 n^{os} papier + abonnement numérique 65€



Recevez en cadeau Le nouveau livre d'Eric Zemmour

Prix de vente public: 24,00€ TTC dans la limite des stocks disponibles

Oui, je m'abonne à *Causeur* avec la formule 11 n^{os} papier + numérique pour 65 €

Nom

Prénom

Adresse

Code Postal

Ville

Courriel

Téléphone

Renvoyer votre chèque à l'ordre de Causeur.fr, 32, rue du Faubourg Poissonnière, 75010 Paris
Tél : 01 84 79 01 35
ou sur www.causeur.fr abonnement avec le code ZEMMOUR